

Écrit par Sidwaya

Lundi, 16 Avril 2018 22:23 - Mis à jour Lundi, 16 Avril 2018 22:31



Les Centres de formation professionnelle non formelle (CFPNF) de Koutoura (Comoé) et de Hoogo Sambowel (Séno), ont mis sur le marché de l'emploi, le jeudi 29 mars 2018, à Dori, plus d'une centaine de spécialistes dans le domaine agro-sylvo-pastoral et de la médecine traditionnelle.

Les apprenants des 6e et 4e promotion des Centres de formation professionnelle non formelle (CFPNF) de Hoogo Sambowel dans la province du Séno et de Koutoura, dans la Comoé, sont aptes à grossir les rangs des actifs de leur communauté respective. Après deux ans de formation en agriculture, élevage, pêche et en médecine traditionnelle et plantes médicinales, au nombre de 126, ils ont reçu leur parchemin de fin cycle, le jeudi 29 mars 2018, à Hoogo Sambowel, localité située à la périphérie nord de Dori. A l'occasion, le gouvernement burkinabè a remis à chacun d'eux, un chèque dont le montant représente environ 50% du budget de leur projet d'installation.

Ce qui vaut à plus de 111 600 000 de FCFA. Roukiatou Zina a été formée à Hoogo Sambowel. Elle a bénéficié d'un soutien financier de 898 000 F CFA et compte démarrer son projet d'embouche bovine avec cinq têtes à Arbinda, dès son retour. Boucary Tamboura a intégré le CFPNF en 2016, pour se faire former en agroforesterie, l'embouche bovine et l'embouche ovine. «Je vais m'installer dans mon village à Tongomayel et mettre en pratique tout ce que j'ai appris, notamment en embouche ovine. Je veux être un entrepreneur modèle», a-t-il expliqué. C'est un pari réussi pour Mamoudou Diallo, coordonnateur du programme Education et

formation pour un développement endogène (EFORD), initiateur des centres de formation.

Lancé en 2003, le projet avait pour ambition de soustraire des jeunes non scolarisés, des affres du trafic d'enfants, en les mobilisant et en les orientant vers des structures de formation professionnelle non formelle aux métiers, dans les langues locales. «Former et installer» des élèves à leur propre compte, un symbole qui démontre qu'il est possible, avec des ressources modestes et un engagement politique assumé, de sortir des jeunes de la pauvreté et de leur offrir des perspectives rassurantes, foi du ministre de l'Education nationale et de l'Alphabétisation, Pr Stanislas Ouaro. Il a salué la contribution des CFPNF à la réduction du taux du chômage au Burkina, à travers des «politiques innovantes et hardies». Car, l'approche des CFPNF est basée sur les valeurs socioculturelles, elle fait des langues nationales, le médium de formation dans filières porteuses, tout en exploitant les potentialités locales et endogènes. L'expérience des CFPNF de Koutoura et de Hoogo Sambowel prouve, à souhait, que le gouvernement est sur la bonne voie, a rassuré le ministre Ouaro, surtout qu'il entend renforcer et créer des dispositifs de formation technique et professionnelle.

«Un modèle de réussite»

«Nous devons valoriser et reproduire ce genre de centre dans d'autres régions. C'est un modèle de réussite qu'il faut pérenniser», s'est engagé le ministre en charge de l'éducation nationale. De quoi rassurer les partenaires techniques et financiers. Le programme EFORD prend fin le 31 mars 2018, alors que l'un de ses objectifs, à savoir accroître l'autonomisation, la fonctionnalité et l'autofinancement des centres, suscite encore des inquiétudes. Aujourd'hui, les PTF souhaitent la pérennité des centres de formation professionnelle non formelle, afin que d'autres jeunes bénéficient des connaissances, à même de leur permettre d'être employables et d'apporter leur contribution à l'économie locale et nationale, a indiqué la chargée de programmes à la coopération autrichienne pour le développement, Hafoussiadou Sougué.

Formation professionnelle non formelle : Plus de 126 apprenants reçoivent des chèques d'installation

Écrit par Sidwaya

Lundi, 16 Avril 2018 22:23 - Mis à jour Lundi, 16 Avril 2018 22:31

Elle a dit être convaincue que le mode d'apprentissage développé par EFORD est un outil de création et de promotion d'emplois fiables et durables et un mécanisme de maintien des jeunes dans leur milieu d'origine. «Le bilan est satisfaisant car de nombreux emplois ont été créés. Mais, il est nécessaire de dynamiser ces centres, afin de préserver les acquis», a-t-elle plaidé.

Djakaridia SIRIBIE

Sidwaya